Le 17 mars 2014

Richard Smith, de la Fédération Canadienne des Municipalités s'est rendu aux Philippines du 16 au 21 février 2014 au nom du **groupe ressource de Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU), dont Cités Unies France fait partie. Il a rencontré différents acteurs aux Philippines tels que le directeur exécutif de la ligue des villes des philippines, un représentant du ministère de l'intérieur et des gouvernement locaux, des représentants de la banque asiatique de développement etc. afin de réfléchir à la réponse et au soutien à apporter aux gouvernements locaux sinistrés après le passage du Typhon Haiyan (appelé Yolanda aux Philippines) afin d'échanger sur la situation de l'archipel, et de réfléchir à la réponse et au soutien qui pourront être apporté aux gouvernements locaux sinistrés après le passage du Typhon Haiyan.

Plusieurs éléments intéressants sont ressortis de ces rencontres :

- Les Philippines ne sont pas encore tout à fait sorties de la phase d'urgence (distribution d'aide et services d'urgence, balayages des rues dévastées etc.). Il faudra environ 3 à 6 mois pour entrer dans la phase de reconstruction/réhabilitation à proprement parler.
- L'assistance dans la reconstruction après le passage du Typhon est la priorité du gouvernement qui a par ailleurs fourni une première évaluation des dommages, de l'impact économique et du plan de redressement de l'archipel (*Cf synthèse du RAY report*).
- Les besoins sont énormes : le rapport sur l'assistance dans la reconstruction après le typhon Yolanda (le rapport RAY) estime à 1,3 milliard de dollars pour le redressement de l'économie des philippines et 6,8 milliards pour la reconstruction (les travaux de réparation, rénovation et reconstruction).
- Le thème Building Back Better (BBB) et les principes du développement durable local devront être le fil directeur de la phase de reconstruction aux Philippines. De plus, le rapport RAY estime que les dommages pour les biens matériels (les immeubles, les marchés, les caserne de pompiers etc.) des gouvernements locaux s'élèvent à près de 100 millions de dollars.
- Des études sont menées dans certaines villes affectées afin d'évaluer, d'une part, leurs besoins et les coûts, et d'autre part, quels apports ces villes pourront fournir dans l'effort de reconstruction. Une fois ces évaluations terminées la ligue des municipalités des philippines rendra un rapport afin de fournir des recommandations pour les termes de références de la prochaine mission de cadrage.
- Les besoins prioritaires des territoires affectés qui ressortent déjà de cette première mission sont multiples :
  1) Reconstruction d'une grande partie des infrastructures : il faut pour cela attendre la sortie de la phase d'urgence (nettoyage des rues etc.).
  2) Réhabilitation des administrations locales : les registres civils, les registres de propriétés foncières etc. ont disparu. Il paraît donc urgent d'aider les gouvernements locaux à remettre à jour leurs services administratifs.
  3) Aide pour la réhabilitation du management local: il faudrait aider les territoires affectés à définir des plans pour rétablir le fonctionnement du territoire (l'apport de services etc.).
- Un des défis majeurs dans la reconstruction des Philippines sera la coordination entre les différents acteurs agissant aux Philippines (les agences gouvernementales, les donneurs

internationaux, la société civile, et le secteur privé) qui son extrêmement nombreux. Ces acteurs devront absolument tenir compte des priorités gouvernementales afin d'assurer la réussite du processus de reconstruction. Le gouvernement central entend jouer un rôle clé dans la reconstruction de l'archipel, notamment en ce qui concerne toutes les questions de coordination des acteurs.

- Le plan de reconstruction devra être mis en œuvre par les gouvernements locaux pour s'assurer de l'adaptation de la réponse aux conditions locales et pour promouvoir l'engagement des communautés dans le processus. Les gouvernements locaux auront donc un gros travail à fournir et auront besoin de soutien, notamment dans le développement et le renforcement de leurs capacités.
- Il sera enfin nécessaire de focaliser une partie du soutien apporté aux gouvernements locaux sur la problématique de la réduction des risques liés aux catastrophes ainsi que sur la préparation des gouvernements locaux afin qu'ils soient mieux équipés pour gérer les éventuelles prochaines catastrophes naturelles.

CUF et tous ses partenaires, membres du groupe ressource de CGLU, entrent donc maintenant dans la phase de préparation de la mission de cadrage technique qui aura lieu en mai et qui aura pour objectif de déterminer les projets à réaliser sur place pour soutenir les gouvernements locaux dans les efforts de reconstruction aux Philippines. Pour cela, plusieurs échanges téléphoniques et rencontres sont prévues dans les semaines à venir.